

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule Risques Accidentels  
19, place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Toulouse, le 02/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CASCAP EN GIRETTE**

En Girette  
32600 L'isle-Jourdain

Références : 2025-0292-DP  
Code AIOT : 0006803300

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement CASCAP EN GIRETTE implanté En Girette 32600 L'Isle-Jourdain. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale portant sur les travaux par points chauds. Il s'agit de travaux nécessitant l'usage d'une flamme, ou de travaux provoquant des étincelles ou générant des surfaces chaudes (soudure, meulage, découpage...).

Dans les zones à risques d'explosion ou d'incendie, ces travaux doivent nécessairement être encadrés en amont, pendant leur réalisation et après, lors du redémarrage de l'activité. Pour cela, des permis d'intervention ou des permis feu sont à établir pour analyser les risques générés par ces travaux. Pourtant, l'accidentologie montre que l'existence de permis n'est pas toujours suffisante pour prévenir la survenue d'événements pouvant avoir de graves conséquences humaines, environnementales ou financières.

L'action nationale a pour objectif premier de vérifier que des permis sont établis en cas de travaux par point chaud dans les parties de l'installation présentant des risques (incendie ou explosion) et que ces permis ne sont pas réalisés uniquement pour valider des formalités administratives. En effet, ces documents doivent permettre d'engager une vraie démarche de prévention des risques, via une réflexion sur la nature des travaux dans les zones concernées, sur les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et sur leur mise en œuvre effective. L'action nationale vise également à s'assurer, pour les entreprises qui font régulièrement appel à des sociétés extérieures et à de la sous-traitance, que l'ensemble des personnels intervenant dans le cadre des travaux, est formé aux risques de l'installation et que les mesures prévues par les permis ont été mises en place.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASCAP EN GIRETTE
- En Girette 32600 L'Isle-Jourdain
- Code AIOT : 0006803300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole CASCAP exploite sur son site implanté au lieu-dit "En Girette" une installation de stockage de céréales en silos, de séchage de céréales, de stockage d'engrais à base d'ammonitrates en vrac et de produits Phytopharmaceutiques.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juin 1987.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
11	Récollement APMED - détection stockage ammonitrates	AP de Mise en Demeure du 28/01/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur le niveau de maîtrise des risques liés aux travaux par points chauds du site CASCAP En Girette à L'Isle-Jourdain. Elle a montré que ces risques sont gérés par l'exploitant au travers de la mise en œuvre de plans de prévention et de permis feu. L'inspection a contrôlé, par sondage, les plans de prévention et permis établis, en 2025, par l'exploitant.

De la visite d'inspection, il ressort que des améliorations et des justificatifs sont à apporter sur:

- le plan des zones à risques du site (adéquation avec les installations présentes et les zones ATEX) ;
- l'adéquation entre les consignes affichées et les zones à risques du site ;

Certaines pratiques sont à revoir :

- les outils mis en place pour garantir que les personnels des sociétés extérieures intervenant sur le site sont formés aux risques présentés par les installations sont à renforcer ;

Par ailleurs, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°32-2025-01-28-00008 de la CASCAP En Girette concernant la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au droit de son bâtiment de stockage d'engrais à base d'ammonitrates, l'exploitant a transmis une demande de déclassement sous le seuil de la déclaration pour la rubrique 4702. Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier, via l'état des stocks des engrais de l'exploitant, le respect de ces seuils.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.  Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance l'étude de dangers du site (datée de Juillet 2021) ainsi qu'une étude ATEX datée du 14/04/2008. Le récapitulatif des classements en zone pour le site en Girette a été présenté en inspection. Les élévateurs E1, E2 et E4 à E6 sont classés en zone ATEX 21 et les élévateurs E7 et E8 sont classés en zone 22. Ces élévateurs à godets étaient sans aspiration. L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux sur les élévateurs en 2024 afin que ces élévateurs soient sous aspiration. Une étude ATEX sera effectuée par un prestataire afin de mettre à jour les données sur les zones ATEX présentes sur le site. Sur site, l'exploitant dispose d'un plan d'évacuation et de consignes en cas d'incendie affichés dans l'entrée du bureau. Un plan d'intervention indiquant notamment la localisation des extincteurs et le point de rassemblement est affiché près de la fosse de réception. Cependant, les zones présentant les risques d'incendie ou d'explosion ne sont pas matérialisées sur un plan.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre une étude permettant de définir les zones ATEX sur le site En Girette afin de mettre à jour ces zones ;</li><li>- afficher les zones à risque d'incendie et d'explosion sur site et à l'entrée de chaque zone à risque (avec indication de la nature des risques et consignes à respecter dans ces zones)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 2 : Consignes d'exploitation**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :  
[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

**Constats :**

Une procédure d'exploitation et de consignes de sécurité (PRO.05-08, dernière modification du 29/04/2021) a été présentée le jour de l'inspection. Elle comporte une partie relative aux arrêts pour travaux et notamment pour les travaux par point chauds (consignes avant, pendant et après ces travaux). Celle-ci précise la mise en place de permis de feu avant les travaux.

L'exploitant dispose d'un document intitulé « Protection des travailleurs contre les explosions » (DOC.50.9B, version 3) pour le site En Girette. Celui-ci est présent dans le classeur comportant les permis de feu du site. L'inspection note que ce document comprend la classification des zones ATEX qui s'appuie sur une étude mise à jour le 14/04/2008.

Lors de la visite terrain, les consignes de sécurité étaient affichées à l'entrée du bureau du site. L'inspection a constaté la présence du plan d'évacuation, des consignes en cas d'incendie et l'interdiction de fumer. Les consignes d'exploitation présentes dans la procédure PRO.05-08 n'étaient pas affichées dans cette zone.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de :

- d'afficher les consignes d'exploitation dans les lieux fréquentés par le personnel ;
- de mettre à jour les informations sur les zones ATEX du document DOC .50.9B version 3.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 3 : Interdiction d'apporter du feu**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
---

Prescription contrôlée :
--------------------------

<p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'interdiction de fumer était affichée dans le bureau ainsi que près des fosses de réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre des plans de prévention ainsi que des permis de feu. Les permis de feu et plans de prévention sont disponibles dans des classeurs présents sur site. Le responsable d'exploitation du site est responsable de la mise en œuvre des permis de feu. Selon les travaux à effectuer, le démontage d'un équipement ou d'une partie d'une installation pour intervention dans un autre atelier est privilégié avant la mise en œuvre des permis de feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Plan de prévention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p>

<p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un POI (Plan d'Opération Interne) et peut faire intervenir 3 sous-traitants sur le site. L'exploitant établit des permis de feu et des plans de prévention. Celui-ci a indiqué que les plans de prévention étaient établis lors de travaux de longue durée ou lors de la mise en œuvre d'une grue ou d'une nacelle. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que des plans de prévention annuels étaient effectués pour chacun de ses sous-traitants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser dans les consignes d'exploitation les modalités de mise en œuvre des plans de prévention (liste des travaux concernés)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis lors de la visite d'inspection le plan de prévention n°31012024/01. Le plan de prévention comporte les parties suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Description et lieux des travaux (localisation, durée, horaires, effectif prévu),</li> <li>- Risques recensés et mesures de protection et de salubrité destinées à prévenir ces risques,</li> <li>- Équipement de protection individuelle fournis l'entreprise extérieure et habilitation du personnel de l'entreprise extérieure,</li> <li>- Installations et matériels à disposition,</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secours avec les coordonnées du SDIS et SAMU,</li> <li>- Évacuation,</li> <li>- Accueil sur site,</li> <li>- Mesures de prévention permanentes et mesures concernant l'environnement.</li> </ul> <p>Les plans permettant de localiser la zone de travaux ainsi que les plans d'intervention et consignes incendie sont joints au plan de prévention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux par points chauds sont encadrés par l'exploitant et ne sont pas effectués hors heures ouvrées.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de permis de feu. L'inspection a vérifié par sondage les 3 derniers permis de feu effectués sur site (datés du 22/07/2025, 23/07/2025 et 24/07/2025). Les permis de feu comportent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Description du travail par point chaud,</li> <li>- Risque identifié,</li> <li>- Actions de prévention et de protection,</li> <li>- Donneur d'ordre,</li> <li>- Personne désignée pour la sécurité et la surveillance</li> <li>- Intervenants.</li> </ul> <p>L'exploitant ajoute sur chaque formulaire des précisions concernant la ronde après travaux (date et heure à laquelle la ronde a été effectuée). Les actions de prévention et de protection sont rappelées au dos du formulaire de permis de feu.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant pourrait développer la partie concernant l'identification des</p>

risques sur le permis de feu. En effet, le risque identifié était uniquement la présence de poussières ou la présence d'un poste à souder. De plus, il a été constaté qu'un permis de feu comportait une ronde des 2h effectuée à 16h alors que les travaux étaient terminés à la même heure. Lors de l'absence du responsable d'exploitation, la personne en charge des permis de feu doit effectuer la ronde des 2h après la fin des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le plan de prévention ne précise pas si l'entreprise extérieure fait appel à un sous-traitant, ni l'organisation mise en place dans ce cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'indiquer dans les plans de prévention le recours à de la sous-traitance par une entreprise extérieure,</li> <li>- préciser l'organisation mise en place dans ce cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Le document DOC.50.9B intitulé "protection des travailleurs contre les explosions" précise les formations suivies par le personnel en matière de sécurité et de prévention des risques incendie et explosion de poussières en silos. Le responsable de sites et les agents des silos ont suivi cette formation en 2023 et 2024. Le recyclage de cette formation est préconisé à une fréquence de 5 ans. Le plan de formation du personnel CASCAP est suivi et géré par la direction, il a été présenté lors de la visite d'inspection.

En ce qui concerne le personnel des entreprises extérieures, celui-ci est encadré par le personnel CASCAP mais il peut être amené à utiliser des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs) ou d'intervention. Cependant, l'exploitant ne dispose pas de justificatifs permettant de s'assurer que le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de:

- s'assurer que le personnel des entreprises extérieures est formé et entraîné à la manœuvre de moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Surveillance fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

L'exploitant effectue une ronde 2 heures après la fin des travaux par points chauds. Celle-ci est consignée dans les permis de feu. Il a été néanmoins constaté qu'un permis de feu comportait une ronde des 2h effectuée à 16h alors que les travaux étaient terminés à la même heure. Lors de l'absence du responsable d'exploitation, la personne en charge des permis de feu doit effectuer la ronde des 2h après la fin des travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Récollement APMED - détection stockage ammonitrates**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/01/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection incendie - stockage ammonitrates
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société coopérative agricole de stockage de céréales et d'approvisionnement (CASCAP), pour l'installation de stockage, de séchage de céréales et de stockage d'engrais à base d'ammonitrates qu'elle exploite, route de Ségoufielle, au lieu-dit "En Girette" à l'Isle-Jourdain, est mise en demeure sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté: - De mettre en place un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au droit de son bâtiment de stockage d'engrais à base d'ammonitrates, en application de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006.
<b>Constats :</b>  Suite à l'arrêté préfectoral n°32-2025-01-28-00008 de mise en demeure de la CASCAP concernant la mise en place d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au droit de son bâtiment de stockage d'engrais à base d'ammonitrates, l'exploitant a transmis le 17/06/2025 un courrier ayant pour objet la demande de déclassement ICPE pour la rubrique 4702 sur le site CASCAP En Girette. L'exploitant a indiqué que les quantités entreposées sont en dessous du seuil bas du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4702 de la nomenclature des ICPE.  Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant l'édition d'un état des stocks sur cette rubrique et a pu vérifier que la quantité concernée était inférieure au seuil de la déclaration pour cette rubrique. Le déclassement pour cette rubrique pourra être prononcé.  L'arrêté préfectoral de mise en demeure peut donc être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure